N°159 du 04 novembre 2026 Prix : **500 F**



La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité

Au service du développement

AMENAGEMENT

Des projets grandioses pour le littoral togolais

P.2



Le littoral togolais se prépare à une importante transformation. Deux mois après le lancement de l'opération de libération, de sécurisation et de préservation de la bande côtière, Joseph Gomado, ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, chargé du Développement local, a présenté les perspectives de...



COP 31 EN TURQUIE

Page 3

Le Togo en route

- *43 projets, près de 4 milliards de dollars, le grand pari climatique du pays*
- *De l'agriculture à l'énergie, des investissements multisectoriels*

Autoroute Abidjan-Lagos

Le Togo défend trois mesures pour lever les obstacles au projet

Le coût de la future autoroute Abidjan-Lagos pourrait connaître une réduction importante. Initialement évalué à 15 milliards de dollars, le projet pourrait finalement nécessiter entre 10 et 13 milliards, selon les scénarios financiers actuellement étudiés.



Cette perspective a été présentée le 30 octobre 2026 à Lomé, lors de la 23e réunion du comité ministériel de pilotage. Le ministre délégué chargé des Travaux publics et des Infrastructures, Sani Yaya, y a défendu plusieurs mesures pour accélérer la concrétisation du projet.

Des solutions pour lever les obstacles

Le Togo privilégie un mécanisme de solidarité financière entre les cinq États concernés, afin de répartir équitablement les charges liées aux différents tronçons.

Sani Yaya souhaite également rendre pleinement opérationnelle l'Autorité de gestion du corridor Abidjan-Lagos (ALCoMA), notamment par le recrutement de ses responsables.

La question foncière constitue une autre priorité. Une coordination commune des procédures d'indemnisation et de libération des terrains permettrait de limiter les retards.

Longue d'environ 1 028 kilomètres, cette autoroute à six voies traversera la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria. Elle vise à faciliter les déplacements et les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest.

Gabriel BLIVI

AMENAGEMENT

Des projets grandioses pour le littoral togolais

Le littoral togolais se prépare à une importante transformation. Deux mois après le lancement de l'opération de libération, de sécurisation et de préservation de la bande côtière, Joseph Gomado, ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, chargé du Développement local, a présenté les perspectives de valorisation des espaces récupérés. Le gouvernement envisage notamment la réalisation d'infrastructures résidentielles, commerciales et touristiques haut de gamme.



Lancée le 1er septembre 2026, l'opération a permis de libérer plusieurs portions du domaine public maritime occupées par des restaurants, bars, hangars et autres installations irrégulières. Elle vise à restaurer l'ordre, améliorer la sécurité et faciliter l'accès des populations aux plages.

Des infrastructures modernes

Dans ses explications diffusées par la Télévision togolaise (TVT), Joseph Gomado a précisé que les espaces libérés sont destinés à accueillir un projet d'aménagement côtier ambitieux.

Le programme prévoit des immeubles d'appartements haut de gamme, des bâtiments commerciaux, un centre de conférences et un parc de jeux destiné aux enfants. L'aménagement paysager occupera également une place importante dans la conception du futur espace.

Selon le ministre délégué, l'objectif est de créer un véritable pôle d'attractivité, susceptible de renforcer les activités touristiques et économiques sur la façade maritime togolaise.

Une opération préparée

Joseph Gomado a également rappelé que les déguerpissements résultent d'un processus préparatoire de plus d'une année, marqué par des campagnes de sensibilisation et plusieurs rencontres avec les occupants concernés.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la loi n° 2021-011 du 20 mai 2021 relative à l'aménagement, à la protection et à la mise en valeur du littoral, ainsi que du Code foncier et domanial.

Le ministre délégué a notamment évoqué l'insalubrité, l'occupation anarchique des espaces et les difficultés sécuritaires qui caractérisaient certaines portions de la plage.

Une opération de nettoyage menée entre l'hôtel de la Paix et l'hôtel Santa Maria avait ainsi permis de récupérer 35 mètres cubes de déchets, représentant près de 14 tonnes.

Pour Joseph Gomado, il ne s'agit pas d'interdire les activités économiques sur les plages, mais de garantir leur exercice dans un cadre légal, respectueux de l'environnement et de l'intérêt général.

La transformation envisagée doit permettre de réorganiser durablement l'occupation du littoral et d'offrir de nouveaux espaces de loisirs, de commerce et de tourisme.

Kpakpo BLIVI

COP 31 EN TURQUIE

Le Togo en route

- *43 projets, près de 4 milliards de dollars, le grand pari climatique du pays*
- *De l'agriculture à l'énergie, des investissements multisectoriels*

À l'approche de la 31e Conférence des Parties sur le climat (COP31), prévue du 9 au 20 novembre 2026 à Antalya, en Turquie, le Togo entend faire de ce rendez-vous international une opportunité de mobilisation des financements climatiques. Le pays présentera un portefeuille national de 43 projets verts, représentant un investissement global estimé à 3,97 milliards de dollars. Agriculture, énergie, protection du littoral, gestion de l'eau et développement urbain figurent parmi les secteurs prioritaires de cette stratégie.

Face aux conséquences des changements climatiques, le Togo cherche à renforcer les moyens financiers consacrés à la protection de son environnement et à l'adaptation de son économie. La participation du pays à la COP31 s'inscrit dans cette dynamique, avec une ambition clairement affichée : attirer des investissements vers des projets répondant aux besoins nationaux.

Le portefeuille national d'investissements verts, qui sera présenté à cette occasion, regroupe 43 projets pour un coût estimatif total de 3 971,73 millions de dollars. Ce montant représente les investissements recherchés pour leur réalisation et non des ressources financières déjà acquises.

L'initiative traduit la volonté des autorités de disposer d'un cadre structuré pour présenter les priorités climatiques du pays aux partenaires techniques et financiers.

Au-delà de la lutte contre le réchauffement climatique, les projets retenus doivent contribuer à améliorer les conditions de vie des populations, à soutenir les activités économiques et à réduire la vulnérabilité des territoires exposés aux risques environnementaux.



Sept secteurs au cœur des investissements

Le portefeuille s'articule autour de sept grands domaines, couvrant les principaux enjeux environnementaux et climatiques du Togo.

L'agriculture durable et la transformation agroalimentaire constituent un premier axe stratégique. Ce secteur est particulièrement concerné par les variations des précipitations, les épisodes de sécheresse et les phénomènes climatiques extrêmes.

Les investissements envisagés s'inscrivent dans une logique d'adaptation des systèmes agricoles, de préservation des ressources naturelles et de renforcement de la résilience des activités productives.

La transition énergétique et la mobilité durable représentent un autre volet important. Dans ce domaine, le Togo entend accompagner l'évolution de son économie vers des solutions énergétiques moins polluantes, conformément à ses engagements climatiques.

La protection des forêts, la conservation de la biodiversité et les solutions fondées sur la nature figurent également parmi les priorités. Ces interventions sont essentielles pour préserver les écosystèmes et renforcer leur capacité à contribuer à la régulation du climat.

Le littoral et les villes face aux risques climatiques

La protection de la zone côtière occupe une place particulière dans les préoccupations environnementales du Togo.

Soumis à l'érosion marine et à différentes pressions liées aux activités humaines, le littoral représente un espace stratégique pour l'économie nationale. Sa préservation constitue un enjeu pour les infrastructures, les activités économiques et les populations installées dans les zones exposées.

Le portefeuille prévoit également des interventions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'économie circulaire.

Ces secteurs sont directement liés à la gestion des déchets, à la qualité du cadre de vie et à la prévention de certains risques sanitaires et environnementaux.

Les villes durables et résilientes figurent aussi parmi les priorités identifiées. L'objectif est d'intégrer davantage les enjeux climatiques dans l'aménagement urbain et la gestion des espaces habités.

La prévention des catastrophes naturelles complète cette approche, tandis que la gouvernance environnementale et la transparence climatique doivent contribuer à améliorer le suivi des engagements et des investissements.

Une stratégie pour convaincre les partenaires financiers

L'un des principaux enjeux de cette initiative réside dans la capacité du Togo à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des projets.

Le portefeuille national d'investissements verts a été conçu comme un instrument de programmation, de coordination et de dialogue avec les partenaires techniques et financiers.

Il permet de présenter une vision consolidée des besoins du pays et de faciliter l'identification des opportunités de financement correspondant aux priorités nationales.

Cette organisation doit également favoriser une meilleure cohérence entre les interventions des différents partenaires et les politiques publiques engagées dans les secteurs concernés.

Pour les autorités togolaises, il s'agit de renforcer l'efficacité des investissements climatiques en orientant les ressources vers des projets susceptibles de produire des retombées environnementales, économiques et sociales.

La mobilisation des financements constitue ainsi une condition déterminante pour transformer ce portefeuille en réalisations concrètes.

La COP31, une tribune pour les ambitions climatiques du Togo

La COP31 se déroulera du 9 au 20 novembre 2026 à Antalya, en Turquie. Elle réunira les États parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques autour des principaux défis liés au réchauffement de la planète.

Les négociations porteront notamment sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux effets des changements climatiques et le financement des actions climatiques.

Pour les pays africains, la question de l'accès aux ressources financières demeure particulièrement importante. Les besoins d'adaptation concernent notamment l'agriculture, les infrastructures, la sécurité hydrique et la protection des populations vulnérables.

La rencontre constituera également une occasion de poursuivre les discussions sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris et les engagements internationaux en matière de climat.

En présentant 43 projets verts évalués à près de 4 milliards de dollars, le Togo entend donner une dimension économique à sa participation à la COP31.

L'enjeu sera désormais de traduire les opportunités de financement en partenariats et en investissements effectifs, afin de soutenir durablement la transition écologique et le développement du pays.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli
Directeur Général
BLIVI Kpakpo
Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji
Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou
Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

Togo

Violences basées sur le genre, ces barrières qui condamnent des victimes au silence

Au Togo, les victimes de violences basées sur le genre (VBG) se heurtent encore à de nombreux obstacles pour obtenir justice. Peur des représailles, pressions familiales, dépendance économique et méconnaissance des procédures judiciaires constituent autant de barrières qui favorisent le silence.

Dans certains milieux, les violences conjugales restent considérées comme des affaires privées. La crainte de briser l'unité familiale ou de perdre ses moyens de subsistance peut dissuader certaines femmes de dénoncer leur agresseur.

Ces difficultés ont été relevées le 14 octobre 2026 par les expertes du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, lors de l'examen du rapport du Togo.

L'aide juridique, un défi persistant

Les expertes ont notamment déploré que le dispositif d'aide juridique prévu par la loi de 2013 ne soit pas encore opérationnel. Cette situation soulève la question de l'accompagnement des victimes disposant de faibles ressources.



Face à ces préoccupations, la délégation togolaise a indiqué que les textes d'application étaient en cours d'adoption. Elle a également évoqué l'existence de 24 Maisons de justice proposant des services de médiation et de conciliation pour certains litiges.

Des droits reconnus, mais des obstacles persistants

Lors de l'examen de la situation du Togo en octobre 2026, des expertes du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont notamment soulevé la question de l'accès effectif à la justice et du fonctionnement de l'aide juridique.

Malgré les dispositifs de protection existants, l'accompagnement des victimes demeure un enjeu majeur pour faciliter les dénonciations et garantir leur sécurité.

À lire aussi : Droit des femmes : un investissement fort pour l'égalité et la justice sociale prônées par Faure Gnassingbé

C'est dans ce contexte que WiLDAF-Togo a réuni, les 29 et 30 octobre 2026 à Sokodé, plusieurs acteurs engagés dans la défense des droits des femmes afin d'examiner les obstacles et les mécanismes de recours.

Au-delà des textes, la lutte contre les VBG exige une meilleure information des populations, une assistance juridique accessible et une protection effective des victimes.

Albert ATOUNOU

Assurances en Afrique

Les primes impayées menacent l'indemnisation des assurés, le sujet débattu à Lomé

Une compagnie d'assurance peut-elle durablement indemniser ses clients lorsque les primes ne sont pas payées à temps ? Cette question, au cœur du fonctionnement du secteur, refait surface sur les marchés africains, quinze ans après une réforme destinée à mettre fin à l'assurance à crédit.

Depuis 2011, l'article 13 du Code CIMA impose, en principe, le paiement préalable de la prime avant la prise d'effet ou le renouvellement d'un contrat d'assurance. Cette obligation vise à garantir aux compagnies les ressources financières nécessaires pour couvrir les risques et honorer leurs engagements envers les assurés.

Une discipline financière fragilisée

Malgré cette réglementation, certaines pratiques commerciales continuent de favoriser l'accumulation de primes impayées. Dans un environnement concurrentiel, l'octroi de facilités de paiement non conformes peut permettre de conserver des clients, mais expose les compagnies à des tensions de trésorerie.

Le problème dépasse les seuls bilans financiers. Une accumulation d'arriérés peut fragiliser la capacité des assureurs à régler rapidement les sinistres, alors même que cette indemnisation constitue leur principale obligation envers les assurés.

À Lomé, où se tient depuis le 2 novembre 2026 le douzième forum de la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF), cette question revient au premier plan.

Le ministre togolais chargé des Assurances, Jean-Marie Koffi Tessi, a notamment relevé le relâchement progressif de l'application de la réforme, sous l'effet des pressions commerciales et des pratiques liées à la gestion des grands comptes.

Pour les professionnels du secteur, l'enjeu consiste désormais à rétablir une discipline commune afin d'éviter que la concurrence ne favorise les opérateurs qui s'écartent des règles.

Au-delà des compagnies, c'est la fiabilité de la couverture d'assurance et la confiance des assurés dans le marché régional qui sont en jeu.

Albert ATOUNOU

Togo

Quatre ministères passés au crible par la Cour des comptes, des avancées et des objectifs non atteints

Cour des comptes a examiné quinze programmes relevant de quatre ministères dans son rapport de juillet 2026 sur l'exécution du budget 2024. Santé, éducation, infrastructures et environnement présentent des résultats contrastés, entre objectifs dépassés et réalisations inférieures aux prévisions.

Dans la santé, quatre programmes sont présentés, pour une dotation initiale de 119,919 milliards FCFA. Le programme consacré à l'offre de soins et à la lutte contre la maladie a pleinement atteint sept objectifs sur quatorze, soit 50 %, avec une exécution financière de 85,53 %.

Pour la couverture santé universelle, deux objectifs sur sept sont complètement réalisés, soit 28,57 %, contre une consommation budgétaire de 97,09 %. La réponse aux urgences sanitaires affiche deux objectifs totalement atteints sur trois, le troisième étant réalisé à 97 %.

L'éducation, également structurée en quatre programmes, bénéficie de 188,817 milliards FCFA. La Cour relève des écarts entre dépenses et résultats. Le ministère invoque notamment les salaires et les frais fixes, nécessaires au fonctionnement des services mais sans effet immédiat sur certains indicateurs.



Des réalisations mesurables

Dans les infrastructures, trois programmes concernent le pilotage, les routes nationales et les bâtiments publics. Le rapport mentionne 2 031,90 kilomètres de routes entretenues pour une cible de 1 800 kilomètres. Des retards et des insuffisances affectent néanmoins certains ouvrages contrôlés.

L'environnement compte quatre programmes, dont celui du Fonds national de développement forestier. Les résultats déclarés comprennent 11 544 hectares reboisés sur 12 000 prévus et 179 hectares de plantations à vocation bois-énergie sur 200 attendus. Les superficies aménagées atteignent 3 639,68 hectares, contre une prévision de 1 565. La restauration des terres reste en retrait : 650 hectares réalisés sur 20 000 prévus. Ces données illustrent l'intérêt du contrôle de performance : apprécier les réalisations concrètes, au-delà du seul niveau de consommation des crédits publics effectivement mobilisés.

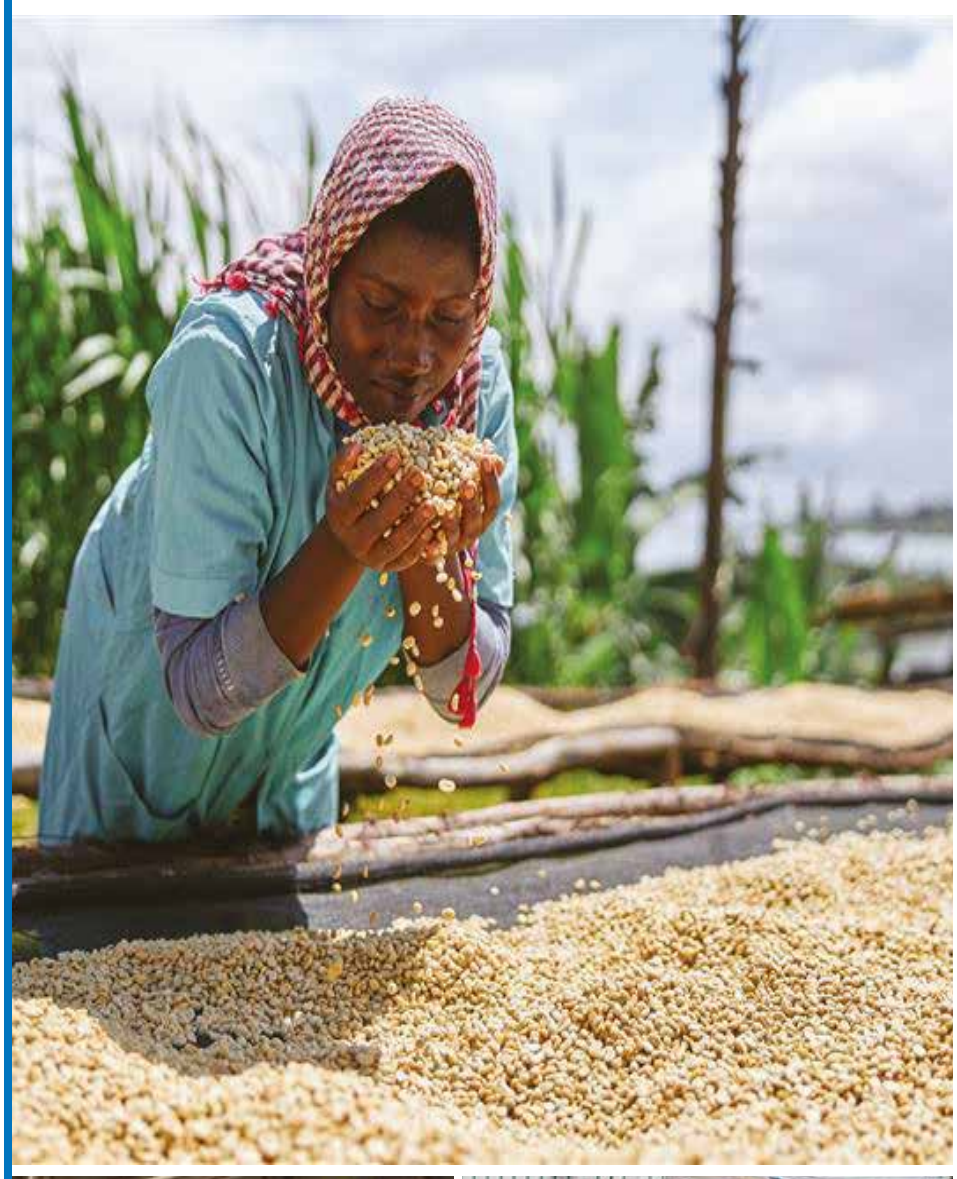
Albert ATOUNOU

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP

ARISE
INTEGRATED INDUSTRIAL PLATFORMS

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE















TAS · FHC MEDICA · DONGACO TOGO S.A · O.D.I.L · R-LOGISTIC · nutriSource · GENERAL & DOP COSMETICS
Togo organics & naturals · Togo SOJA Transformation Locale du Soja · spiro · VAN VLIET · STAR A Komar company · CMDT Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles · VIVACE GROUP · Ba & Bé Consortium · novarea TEXTILES TOGO

CBM TOGO | China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU) 中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

DIPLOMATIE SANITAIRE

L'Auspicious Ark jette l'ancre à Lomé, le soft power chinois en blouse blanche

Le navire-hôpital de la marine chinoise est arrivé dimanche au Port Autonome de Lomé. Sept jours d'escale, des soins gratuits, et un message géopolitique clair.

Ce n'est pas un porte-avions. C'est plus efficace. Dimanche, le « Auspicious Ark » (Arche de la Bénédiction), navire-hôpital de l'Armée populaire de libération, a accosté à Lomé dans le cadre de la mission « Harmony-2026 ».

À son bord, pas de missiles, mais des blocs opératoires, des scanners, des centaines de médecins militaires chinois. Pendant sept jours, il va offrir ce que beaucoup de Togolais n'ont pas : des consultations spécialisées et des soins gratuits, directement à quai.

Des équipes débarqueront également pour opérer aux côtés de leurs homologues togolais dans les hôpitaux militaires et les bases navales. De la chirurgie à la médecine de terrain.

Pour Pékin, l'opération est rodée. Les missions « Harmony » sillonnent depuis plus de dix ans les ports d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Partout la même méthode : accoster, soigner, partir en laissant une image irréprochable.



Et le timing n'est pas anodin. Il y a quelques jours à peine, la 29e mission médicale chinoise soignait plus de 600 patients à Klobatèmé, à Lomé, à coups de consultations gratuites et d'acupuncture. L'Auspicious Ark n'est que la partie la plus visible d'une stratégie beaucoup plus vaste.

Car ce navire blanc est l'arme la plus subtile de la diplomatie chinoise. On appelle cela le soft power. Là où d'autres puissances envoient des communiqués, la Chine envoie des médecins. Là où d'autres parlent de partenariat, elle le met en scène, en blouse blanche, sur le quai du port.

Mais derrière la blouse, il y a l'uniforme. Cette escale est aussi un signal militaire. C'est la démonstration que la marine chinoise est désormais capable de se déployer durablement dans le Golfe de Guinée, l'une des zones maritimes les plus stratégiques au monde, où se croisent piraterie, trafic pétrolier et rivalité des grandes puissances.

Lomé, plateforme portuaire majeure, devient ainsi une escale de choix dans la nouvelle carte navale de Pékin.

Pour le Togo, le bénéfice est immédiat et humain : des soins de qualité pour des populations qui en ont besoin. Pour la Chine, le bénéfice est stratégique et durable : une image d'amie qui soigne, pas qui punit, et une présence qui s'ancre, sans bruit, au cœur de l'Afrique de l'Ouest.

Prudence AFANOU

MUSIQUE

Sa Majesté Togbui LANKLIVI Adjikou 1er offre 500 tickets pour le concert de Seenza à Lomé

La nouvelle est tombée comme une mélodie : Seenza, la diva à la voix d'or, la fierté de toute une nation, annonce sa grande tournée nationale. Clou du spectacle : le 18 décembre 2026, le Palais des Congrès de Lomé va trembler.

Mais l'événement vient de prendre une toute autre dimension.

Sa Majesté Togbui LANKLIVI Adjikou 1er, gardien de nos traditions et bâtisseur de cœurs, décide de frapper un grand coup. Un coup royal. Il offre, de sa propre main, *500 TICKETS GRATUITEMENT aux Togolais pour aller acclamer Seenza.

500 sourires. 500 chances.
500 places pour le peuple.

Ce n'est pas un simple cadeau. C'est un message. Un message puissant : nos artistes ne sont pas seuls. Quand Seenza chante le Togo, c'est le Togo qui doit lui répondre présent. Togbui LANKLIVI l'a compris. Là où certains parlent, Lui, il agit.



Qui mieux que Seenza incarne la résilience de la femme togolaise ? Qui mieux qu'elle porte haut les couleurs du 228 sur les scènes du monde ? Son concert n'est pas un simple spectacle, c'est une célébration de notre âme.

En offrant ces 500 tickets, Sa Majesté ouvre les portes du Palais des Congrès aux jeunes, aux passionnés, aux familles modestes, à ceux qui aiment la musique avec le cœur. Il fait de ce concert une fête populaire, une fête royale.

Le rendez-vous est historique. Le geste est inoubliable.

Lomé, 18 Décembre 2026 – Palais des Congrès. Seenza sur scène. 500 élus du cœur de Togbui LANKLIVI Adjikou 1er dans la salle. Et tout un peuple qui dit MERCI.

BILLETERIE OUVERTE PASS: 5.000FCFA, VIP 10.000FCFA, VVIP 50.000FCFA

RÉSERVATION & INFOLINE:

00228 90 789898/7230 33 33

Prudence AFANOU

SAVANES ET LACS

Le PNUD mise sur la tomate et la noix de coco pour consolider la paix

Ce n'est pas qu'un projet agricole, c'est un projet de cohésion. 1000 producteurs du Togo vont bénéficier d'un nouvel accompagnement du PNUD pour transformer deux filières locales en leviers de résilience.

Le programme a été lancé la semaine dernière à Dapaong sous le nom de PRESAVI-Togo – Projet de renforcement des chaînes de valeur agricoles inclusives et des systèmes alimentaires durables. Il cible précisément les communes de Tône 1 et Cinkassé 1, dans l'extrême nord, et des Lacs 1, au sud.

Deux régions, deux produits, une même ambition.

Au nord, dans les Savanes, le PNUD mise sur la tomate. 16 coopératives, soit près de 600 producteurs à Tône et Cinkassé, vont recevoir un appui technique pour améliorer les rendements, la conservation et la commercialisation. Au sud, dans les Lacs, la filière choisie est la noix de coco, avec 5 coopératives supplémentaires.

Au total, 21 coopératives accompagnées, mais avec un double objectif assumé : produire mieux et vivre ensemble.



Car le PRESAVI ne s'arrête pas au champ. Des activités de sensibilisation au vivre-ensemble et à la prévention des conflits sont intégrées au projet. Un volet crucial quand on sait que la région des Savanes fait face à la menace terroriste depuis novembre 2021.

« Ce projet traduit notre engagement aux côtés du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et l'accompagnement des communautés vulnérables », a souligné Binta Sanneh, représentante résidente du PNUD au Togo.

À travers la tomate et la noix de coco, le gouvernement et son partenaire onusien visent plus large : autonomiser les femmes et les jeunes, augmenter les revenus des ménages ruraux et renforcer la résilience de communautés en première ligne.

Le PRESAVI-Togo vient ainsi s'inscrire en complément du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS), qui multiplie les interventions pour éviter que la précarité ne devienne un terreau pour l'instabilité.

Prudence AFANOU

FOOTBALL

L'attaquant du Tenerife, Jesús de Miguel, meurt à lâge de 30 ans

L'attaquant du Tenerife, Jesús de Miguel, est décédé à l'âge de 30 ans des suites d'un arrêt cardiaque survenu après un choc sur le terrain lors d'un match de deuxième division espagnole, a confirmé mardi son club.



Lundi, alors qu'il tentait de récupérer le ballon près du milieu de terrain, De Miguel a été percuté à la poitrine par le gardien andorran Jesús Owono.

La collision s'est produite pendant le temps additionnel à l'Estadio Heliodoro Rodríguez López, alors que le score était de 2-2.

Owono a reçu un carton rouge direct pour cet incident, et le match a été arrêté.

De Miguel est d'abord tombé à genoux, se tenant le torse, avant de s'effondrer sur le dos. Les joueurs des deux équipes ont immédiatement appelé les secours, tandis que le personnel médical se précipitait sur le terrain pour lui porter secours.

Il a été pris en charge pendant plus de cinq minutes avant d'être transporté en ambulance vers un hôpital.

Tenerife avait dans un premier temps indiqué que son état était stable malgré la gravité de ses blessures et qu'il avait été admis en soins intensifs. Cependant, le club a annoncé mardi que De Miguel était décédé à 8 heures du matin.

Né à Madrid en 1996, De Miguel a fait ses débuts professionnels avec le Leganés B en 2015, avant d'évoluer dans plusieurs clubs de divisions inférieures en Espagne. Il a rejoint Tenerife en provenance de Castellón avant la saison 2025-2026 et a inscrit 11 buts la saison dernière.

Africanews

AFRIQUE DU SUD

Les pains «mosbolletjies» entrent sur la scène internationale

Une tradition vieille de plusieurs siècles, issue des vignobles du Cap, vient de faire son entrée sur la scène gastronomique internationale. Les Mosbolletjies sont des pains traditionnels sud-africains, de type brioche, préparés à partir de moût de raisin. Aujourd'hui, une recette de ce pain, créée par un boulanger local des vignobles du Cap, lui a valu le titre de sommelier du pain, décerné par une prestigieuse école allemande de boulangerie.

« Je suis assez heureux d'être devenu le premier sommelier du pain en Afrique, car j'ai consacré énormément d'efforts à atteindre cet objectif. Cela a représenté une année de travail acharné. J'étudie depuis l'âge de 18 ans et j'en ai aujourd'hui 42, donc le parcours a été long. J'ai dû m'ouvrir à de nouvelles connaissances et, pour moi, cela a été assez bouleversant, surtout avec toute l'activité à la boulangerie : nous manquions de personnel, il y avait beaucoup de travail et je devais réussir à gérer mon temps. », a indiquéRicardo Slawers, sommelier du pain au domaine viticole La Motte.



Les Mosbolletjies sont des pains dont les origines remontent aux huguenots français qui se sont installés dans la région du Cap au XVIIe siècle. Il s'agit d'un pain traditionnel sud-africain préparé à partir de farine, de jus de raisin fermenté et d'anis ou de fenouil, qui leur confèrent une saveur sucrée.

Ricardo Slawers, 42 ans, a obtenu cette distinction auprès de la National Bakers Academy, à Weinheim, en Allemagne, après avoir présenté un mémoire consacré à une nouvelle recette de Mosbolletjies traditionnels. Il a également dû confectionner un pain destiné à être évalué par le jury.

« Ce petit pain possède une histoire très riche. Et il illustre parfaitement comment quelque chose qui est presque un déchet peut devenir un nouveau produit. Au final, il n'y a pratiquement aucun gaspillage, car même lorsqu'il sèche, il peut être transformé en biscotte. C'est vraiment formidable. Les gens font la queue pour acheter ce pain, alors qu'il n'y en a que quelques-uns disponibles chaque jour. », a dit Jaap-Henk Koelewijn, directeur du restaurant du domaine viticole La Motte.

Ces pains sont la création de Ricardo Slawers, 42 ans, aujourd'hui premier sommelier du pain officiellement reconnu en Afrique. Un titre prestigieux, comparable à une étoile Michelin dans le monde de la gastronomie.

Ce programme primé et reconnu à l'échelle internationale forme certains des plus grands experts mondiaux du pain. Il transmet des années de culture et de savoir-faire boulangers et accompagne les étudiants dans le développement de leurs capacités sensorielles et gustatives, ainsi que dans la maîtrise des différentes traditions boulangères du monde.

Africanews


IMPERIAL
SODA WATER
LES BULLES
QUI NOUS
RASSEMBLENT.
L'eau pétillante du Togo
ATAKPAMÉ
ANEHO
*Prix de vente détail conseillé ● Pratiquez une activité physique régulière Format disponible 50cl
EAU GAZÉIFIÉE, LÉGÈRE ET RAFRAÎCHISSANTE
IMPERIAL
SODA WATER
50 cl
250* FCFA
BOUTEILLE
50 CL
DEPUIS 1964
BB
BB LOMÉ S.A